Les Paralympiques prolongent la fête

Coup d'envoi, ce mercredi, du « match retour » des JO où se mêlent performance et inclusion. P. 7

MICHAEL STEELE / GETTY IMAGES/AFP

MERCREDI 28 AOÛT 2024. | N° 24014. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

ALLIANCE TACITE, ENTENTE TOXIQUE

En refusant de nommer Lucie Castets à Matignon et de laisser la gauche gouverner, Emmanuel Macron passe en force pour garder le pouvoir. Une manœuvre qui ne tient qu'à une condition : la bienveillance implicite du RN. P. 2

GEOFFROY VAN DER HASSELT, ALAIN JOCARD / AFP, MONTAGE PHOTO L'HUMANITÉ

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD

M 00110 - 828 - F: 2,70 €

Pour se sauver, Macron table sur le RN

INSTITUTION Refusant de nommer Lucie Castets première ministre, le chef de l'État tente un nouveau coup de force pour garder le manche. Il est aidé dans sa quête par l'extrême droite, qui ne promet pas la censure à un gouvernement libéral.

« Vous allez voir ! » Nous sommes en février et, interrogé par *l'Humanité*, Emmanuel Macron préfère botter en touche plutôt que de répondre à la question : *« En quoi, comme vous l'avez affirmé, le vote des électeurs de gauche, qui ont fait barrage à l'extrême droite en 2022, vous oblige-t-il ? »* Il aura fallu six mois pour « voir » que la réponse ne serait en rien une inflexion à gauche de sa politique. C'est bien un bras d'honneur que le chef de l'État, prêt à tout pour garder le manche, adresse à ceux qui, par la suite, ont placé le Nouveau Front populaire (NFP) en tête des élections législatives. Il a non seulement écarté la nomination de Lucie Castets à Matignon, mais aussi noué un pacte faustien, plus ou moins tacite, avec l'extrême droite. Celle qu'il est censé combattre ; celle dont il fait la béquille de son deuxième mandat.

À la suite de la série de consultations avec les forces politiques menée par l'Élysée, un communiqué de la présidence, peu avant 20 heures lundi, tombe dans les boîtes mails des rédactions. Emmanuel Macron y écrit ne pas retenir l'*« option »* Lucie Castets, bien qu'elle soit à la tête de *« l'alliance regroupant le plus de députés »*. *« Le Nouveau Front populaire serait immédiatement censuré par l'ensemble des autres groupes représentés à l'Assemblée nationale »*, affirme-t-il, car son gouvernement aurait *« une majorité de plus de 350 députés contre lui, l'empêchant de fait d'agir »*.

Les trois groupes du camp présidentiel, la droite et l'extrême droite avaient, en effet, tous annoncé, avec les mêmes arguments, qu'ils censureraient la gauche et son équipe gouvernementale. Et ce, qu'elle comporte ou non des insoumis. Mais, Emmanuel Macron outrepasse ainsi, une fois de plus, la séparation des pouvoirs, anticipant une censure avant même que le pouvoir législatif ne se soit prononcé. *« Le président ne peut pas être arbitre et sélectionneur »*, avertissait, dimanche, son ancien ministre et actuel député NFP Aurélien Rousseau.

« IL UTILISE DES NOTIONS CONSTITUTIONNELLES À DES FINS POLITIQUES »

« Au nom de la stabilité institutionnelle », Jupiter se prend malgré tout pour Didier Deschamps. Il entend reconduire à la tête du pays la coalition battue dans les urnes (Ensemble pour la République, Modem et Horizons) par deux fois, aux européennes puis aux législatives. Le groupe centriste Liot, l'UDI et le Parti radical se seraient dits prêts à *« un travail commun possible »* avec les forces macronistes, lesquelles se sont montrées ouvertes *« à soutenir un gouvernement dirigé par une personnalité qui ne serait pas issue de leurs rangs »*. Celui-ci, pour Emmanuel Macron, aurait donc plus de chances de rester en place qu'un exécutif du NFP, alors qu'additionnés, les sièges de la gauche (193) et du RN et ses alliés (142) le feraient chuter. *« Je souhaite que le prochain gouvernement, soutenu par le camp présidentiel, soit censuré et rejeté. Ceux qui feront la différence, c'est le RN »*, alerte Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.

Au sortir de leur échange avec le chef de l'État, Jordan Bardella et Marine Le Pen, dirigeants du RN, ont uniquement indiqué qu'ils feraient tomber un exécutif Castets. Et pas *« un gouvernement issu du centre gauche, du centre droit ou de la droite »* ? les questionne alors un journaliste. *« Nous sommes totalement libres de nos actions et de nos votes*, répond Marine Le Pen. *Depuis deux ans, à l'Assemblée nationale, nous sommes attachés au contenu des projets présentés. » « On va voir ce que représentera un tel premier ministre, on mettra des conditions sur l'immigration, l'insécurité, le pouvoir d'achat »*, a confirmé, mardi matin sur TF1, le député Sébastien Chenu.

Emmanuel Macron table donc bien sur l'extrême droite pour essayer de sauver la fin de son mandat, tout en osant évoquer le barrage républicain pour tenter de débaucher les socialistes, les écologistes et les communistes : *« Les partis politiques de gouvernement ne doivent pas oublier les circonstances exceptionnelles d'élection*

Marine Le Pen et Emmanuel Macron, en juin 2022, au palais de l'Élysée. JEANNE ACCORSINI/POOL/ABACA

MAGALI BRAGARD

ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

Hold-up et trahison

Par un simple communiqué, Emmanuel Macron vient d'accomplir un incroyable hold-up sur les urnes. Non seulement il a écarté tout gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP), dont l'alliance compte pourtant le plus grand nombre de députés, mais il a indiqué reprendre des *« consultations »* à partir d'un scénario fabriqué de toutes pièces. Celui d'une *« coalition »* autour des partis de centre droit, qui comptent ensemble moins de députés que le NFP. Comment cela se peut-il ? Le motif invoqué, la *« stabilité institutionnelle »*, qui serait compromise par la censure promise à un gouvernement NFP, n'est qu'un prétexte. Qu'est-ce qui peut laisser penser qu'un gouvernement de centre droit n'encourrait pas le même sort ? L'Élysée fait mine d'appeler la gauche victorieuse des législatives, à laquelle la porte de Matignon vient d'être claquée au nez, à jouer les supplétifs de la Macronie défaite : on nage en plein délire.

S'il ne peut compter sur le NFP, qui aurait toutes les raisons de censurer un gouvernement illégitime et minoritaire, le calcul d'Emmanuel Macron repose nécessairement sur un autre schéma : celui de la bienveillance de l'extrême droite à l'égard du coup de force qu'il fomente pour empêcher le NFP d'accéder au pouvoir. Marine Le Pen a en effet promis que ses députés censureraient tout gouvernement du NFP, mais elle s'est bien gardée d'en dire de même d'un gouvernement de centre droit.

Si et seulement si les voix du RN manquent à l'appel de la censure, il existe une chance pour la Macronie de se maintenir et de poursuivre sa politique. Si ce n'est pas une alliance objective, cela y ressemble bigrement. En trahison complète du désistement républicain dont les troupes d'Emmanuel Macron ont bénéficié avec l'appui des voix de gauche, le RN battu serait alors érigé en faiseur de roi, choisissant la couleur politique du futur gouvernement, bien loin de son rôle prétendu de principal « opposant » au chef de l'État.

> Si ce n'est pas une alliance objective, cela y ressemble bigrement.

Après avoir congédié les partis de gauche, Emmanuel Macron ose encore en appeler aux *« circonstances exceptionnelles »* du second tour, pour leur retourner le serment qu'il avait fait pour lui-même en 2022, en déclarant : *« Ce vote les oblige. »* Comme si lui-même était délié de toute obligation vis-à-vis des électeurs.

---

de leurs députés au second tour des législatives. Ce vote les oblige. »

Aussi, pour mener à bien son coup de force, le locataire de l'Élysée dévoie encore une fois la lettre et l'esprit de la Constitution. Dans son communiqué, la présidence énonce qu'elle a reçu les partis dans un *« rôle constitutionnel d'arbitre, garant de la stabilité institutionnelle et de l'indépendance de la nation »*. De quoi faire s'émouvoir le constitutionnaliste Paul Cassia : *« Emmanuel Macron utilise des notions constitutionnelles à des fins politiques. »* La Loi fondamentale ne fait d'ailleurs aucune mention, stricto sensu, de la notion de *« stabilité institutionnelle »*. Seul l'article 5 dit que le président s'assure du *« fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que de la continuité de l'État »*. *« Ceux-ci sont garantis par le fait que le Parlement ne peut pas être dissous d'ici à un an, que le président de la République reste en poste pendant encore trois ans, et que si un gouvernement fait l'objet d'une motion de censure, le président peut en nommer un second immédiatement »*, explique Paul Cassia. Emmanuel Macron craindrait donc plutôt pour la pérennité de sa propre majorité. *« (Il) se réfugie derrière le besoin de "stabilité". S'il savait combien de personnes au contraire ont très envie que ça change… Besoin même ! (…) Mais, lui et toutes celles et ceux qu'il enrichit, c'est sûr, n'ont intérêt à rien d'autre que la stabilité. Et on comprend très bien pourquoi. Et on ne laissera pas faire »*, lui rétorque Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes.

> « Le rôle du chef de l'État n'est pas de déterminer quels sont les cadres de coalition possibles. »
> PAUL CASSIA, JURISTE

Quant au rôle d'arbitre, le terme signifie *« que le président de la République doit s'élever au-delà de la contingence politique, ce qui n'est pas ce que l'on constate »*, poursuit le juriste Paul Cassia, pour qui *« le rôle du chef de l'État n'est pas de déterminer quels sont les cadres de coalition possibles »*. Cette entorse à l'esprit de la Constitution fait dire à Lucie Castets qu'Emmanuel Macron *« veut à la fois être président de la République, premier ministre et chef de parti »*.

Pendant que le chef de l'État lançait, mardi, son nouveau cycle de consultations, la gauche a commencé à préparer la riposte. Le NFP ne retournera pas échanger à l'Élysée. *« Ce que l'on n'a pas obtenu par les urnes, nous allons l'obtenir peut-être par le rapport de force, par la mobilisation sociale. D'ailleurs, je donne rendez-vous à tout le monde à la Fête de l'Humanité, grand rendez-vous de la liberté, de la démocratie, de la défense de l'égalité »*, appelle Fabien Roussel, sur BFMTV, accusé de mener *« un coup d'État »* par la macroniste Prisca Thevenot. Marine Tondelier pousse dans le même sens que le communiste : *« Si voter ne suffit plus, on passera donc par la rue. » « La démocratie est dans un état préoccupant »*, abonde Lucie Castets, qui juge *« fondamental que les gens se mobilisent aujourd'hui »*.

La France insoumise, quant à elle, maintient sa menace de destitution à l'encontre d'Emmanuel Macron et appelle à des manifestations le 7 septembre. Le PS a rejeté *« à ce stade »* l'idée d'y participer. *« Nous serons de toutes les mobilisations qui permettent de faire respecter le vote des Français. Nous y serons sur la base de nos mots d'ordre »*, indique pour sa part Ian Brossat, porte-parole du PCF. À l'heure d'écrire ces lignes, les Verts devaient, eux, encore étudier la question.

L'alliance objective entre Emmanuel Macron et l'extrême droite soude le NFP, même si l'aile droite du PS demande la reprise des négociations avec l'Élysée. Dans l'interview qu'il avait accordée, en février, à *l'Humanité*, le chef de l'État, rempart autoproclamé contre l'extrême droite, revendiquait le droit d'appliquer son programme car il était arrivé en tête au premier tour de la présidentielle, sans réussir à réunir une majorité à l'Assemblée nationale. Ce même Emmanuel Macron refuse cette possibilité aujourd'hui à la gauche, première coalition parlementaire. Peut-être est-il temps pour lui de se relire.

LISA GUILLEMIN ET EMILIO MESLET

Le député socialiste devant l'Assemblé nationale, à Paris, en février 2023. DAVID NIVIÈRE/ABACAPRESS

« La gauche doit avant tout rester unie »

Le porte-parole du parti socialiste, **Arthur Delaporte,** estime que le président de la République ne respecte plus la Constitution. Il l'accuse de chercher le soutien tacite de l'extrême droite plutôt que de laisser la gauche gouverner.

ENTRETIEN

Que pensez-vous du choix d'Emmanuel Macron de ne pas nommer Lucie Castets à Matignon ?
C'est une décision absolument insensée, et la justification qui l'accompagne est totalement lunaire. J'ai cru tomber de ma chaise quand j'ai lu le communiqué du président. Il prétend poser les règles du jeu alors que c'est la Constitution qui les fixe. Il doit se contenter de nommer un premier ministre selon le résultat des législatives. Il ne peut pas être le négociateur des majorités à bâtir au Parlement. C'est le bloc en situation de majorité relative, donc la gauche, qui doit le faire. Et c'est au Parlement de décider d'une potentielle censure contre le Nouveau Front populaire (NFP), mais pas à l'Élysée de la décréter a priori ! Macron outrepasse très largement son rôle. Il prétend défendre la « stabilité » mais sombre en réalité dans le refus du respect des institutions. Le président doit être le garant de la continuité de l'État non pas en confisquant le pouvoir et en ignorant le résultat des urnes, mais en nommant un nouveau premier ministre, ce qu'il refuse de faire depuis six semaines.

Son calcul ne tient que si le RN ne censure pas un futur gouvernement macroniste. Assiste-t-on à une inversion du barrage républicain observé le 7 juillet ? Le RN est-il en train de devenir la béquille du président ?
Macron barre la route à la gauche au motif qu'il y aurait 350 députés hostiles au NFP prêts à le censurer. Mais c'est contradictoire avec ce que le président a énoncé lors des législatives. Il avait affirmé que si le RN obtenait une majorité relative, alors Matignon serait proposé à Jordan Bardella. Aujourd'hui, alors que c'est la gauche qui a obtenu une majorité relative, le président refuse de nommer Lucie Castets. Quel est donc ce deux poids, deux mesures ? Nous sommes devant un discours présidentiel qui tient de la supercherie et qui masque mal sa véritable intention : celle de conserver le pouvoir. Or, tout gouvernement autre que celui du NFP ne survivra que si le RN ne le censure pas. Macron se met donc à la merci de l'extrême droite. Ce président qui a été élu par deux fois grâce au front républicain contre Marine Le Pen, et qui a eu plus de 60 députés de sauvés lors des législatives de juillet grâce à ce front, semble aujourd'hui considérer qu'il est envisageable de conserver un gouvernement macroniste grâce à un soutien tacite du RN…

Que peut faire la gauche ? Lancer une procédure de destitution, comme le propose la FI ? Organiser des manifestations et appeler à un « sursaut populaire », comme le fait le PCF ?
La gauche doit avant tout rester unie. C'est l'impératif et la condition de survie de la possibilité d'une alternative et d'une alternance. Si la gauche se fracture, il sera aisé pour le président de reprendre la main. Le NFP a déjà une coalition et une base programmatique solide. Il doit rester exemplaire et se préparer à gouverner. Si jamais Macron contourne les institutions et ne nomme pas le NFP à Matignon, alors il nous faudra convaincre les députés, notamment macronistes, de faire tomber ce nouveau gouvernement illégitime. Il y a une véritable fragilité dans ce que prépare Macron. Toute procédure de

> « L'irresponsabilité du président doit être sanctionnée par une motion de censure. »

destitution me semble cependant contre-productive car irréaliste sans le soutien de la droite. Je pense donc que l'irresponsabilité du président doit être sanctionnée à l'Assemblée par une motion de censure. Concernant les manifestations, je suis assez réservé sur la capacité de faire changer d'avis le président en défilant dans les rues. Cela fait des années qu'il ignore toute mobilisation, même quand des millions de personnes se rassemblent contre sa réforme des retraites. Mais je peux comprendre que la manifestation constitue une forme classique et spontanée d'expression d'un mécontentement. Elle est culturellement ancrée dans les modes d'action de la gauche. Aller manifester, c'est aussi faire comprendre au souverain déchu qu'il a perdu sa base populaire.

Emmanuel Macron appelle le PCF, les Écologistes et les socialistes à « coopérer ». Que lui répond le PS ?
Que c'est le NFP qui est arrivé en tête le 7 juillet. C'est à Lucie Castets d'être nommée à Matignon. C'est aux macronistes de laisser la gauche gouverner. Pas à la gauche de s'aligner sur le programme du président, dont le « en même temps » mène, depuis 2017, dans l'impasse.

Des voix s'élèvent au PS pour critiquer le NFP et la FI. La tenue d'un bureau national a été demandée en urgence par Hélène Geoffroy et Nicolas Mayer-Rossignol. La demande a été signée par Mickaël Delafosse et Patrick Kanner. Qu'en pensez-vous ?
Ce bureau national, nous l'avons bien sûr réuni. Il y en a eu cinq depuis le 7 juillet et deux conseils nationaux. Nous réunissons nos instances très régulièrement. Et je veux d'ailleurs dire à Mickaël Delafosse et Patrick Kanner combien je les remercie pour tout le soutien qu'ils apportent à Lucie Castets. Ils se sont mobilisés tout l'été. Le PS est solidaire du NFP, bien au-delà du Parlement et avec les élus locaux.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AURÉLIEN SOUCHEYRE

« On préférera toujours des élus favorables à l'économie de marché »

Si, en public, Patrick Martin, président du Medef, fait mine de s'inquiéter de la situation politique, dans les allées de l'université d'été du syndicat patronal, les employeurs sont confiants. Pour eux, la « menace » du NFP semble écartée et l'extrême droite n'est pas un obstacle au libéralisme.

REPORTAGE

Il y a ce que Patrick Martin a déclaré devant les caméras, lundi après-midi, et ce qu'il a dit à ses troupes dans la matinée, à l'abri des micros. Les temps sont *« durs », « rudes », « incertains »*, a égrainé sur scène le patron des patrons, appelant les siens à se serrer les coudes. Mais cette inquiétude abondamment reprise par la presse disparaît complètement dans le luxueux décor de l'hippodrome de Longchamp, où le Medef tenait lundi et mardi son raout annuel, la rencontre des entrepreneurs de France.

Loin d'être inquiet, André Bousser se dit même plutôt content. *« Enfin, on va vers le Medef de combat que j'appelle de mes vœux depuis plusieurs années, qui va frapper du poing sur la table ! Moi je veux une CGT des patrons qui défend vraiment nos intérêts »*, lance avec emphase le président de l'Union des entreprises de Moselle et PDG l'AB Serve. Ce qu'il retient plutôt des discours, c'est l'appel de Patrick Martin à ses troupes d'aller voir les élus dans les circonscriptions pour les convaincre, prêcher la bonne parole, voire leur mettre la pression. Députés comme élus locaux d'ailleurs. *« S'ils persistent à vouloir augmenter le Smic, nous, on va leur parler baisse des effectifs, ça ne va pas leur plaire »*, assure-t-il. Quant à la paralysie politique évoquée abondement par Patrick Martin dans son discours, André Bousser hausse les épaules : *« J'ai un copain qui est patron en Belgique ; il m'a dit que l'économie n'avait jamais autant progressé que quand le pays n'avait pas de gouvernement. »*

> « Si des députés persistent à vouloir augmenter le Smic, nous, on va leur parler baisse des effectifs, ça ne va pas leur plaire. »
> ANDRÉ BOUSSER, PRÉSIDENT DE L'UNION DES ENTREPRISES DE MOSELLE

« L'UNION DES DROITES RASSURE PLUS QUE LE WOKISME DE GAUCHE »

De fait, la situation politique n'inquiète pas vraiment les patrons. *« C'est vrai qu'en juin, on se disait que quand on était trois dans une pièce, il y avait deux extrêmes. Mais là, c'est la rentrée et puis c'est dans la nature des entrepreneurs d'être optimistes »*, sourit Guillaume Koelsch, PDG de la Compagnie française du conteneur. S'il n'est pas très à l'aise à l'idée de se transformer en lobbyiste pour le Medef, l'important pour lui comme pour ses collègues est que le programme du Nouveau Front populaire soit écarté.

Il faut insister pour que les patrons évoquent le Rassemblement national. Patrick Martin n'a même pas mentionné le parti d'extrême droite dans son discours. *« Eh bien, nous avons tous voté en juin pour que le RN ne soit pas au pouvoir, donc ce n'est plus le sujet »*, nous rétorque simplement Émilie Korchia, fondatrice de la start-up My Job Glasses. Un autre dirigeant qui préfère ne pas être nommé sur le sujet explique que *« pour nous, patrons, l'union des droites rassure toujours plus que le wokisme de gauche »*.

« IL VA FALLOIR EXPLIQUER LES ENJEUX »

Le président du Medef Occitanie, Samuel Hervé, résume les choses ainsi : *« On préférera toujours des députés qui ne sont pas opposés à l'économie de marché. »* Certes, il reconnaît qu'idéologiquement, il n'est pas certain que les 142 parlementaires d'extrême droite soient tout à fait raccord sur une politique économique cohérente et commune. Mais cela donne d'autant plus raison à la mission confiée par Patrick Martin : *« Il va falloir aller les voir et leur expliquer les enjeux »*, assure Samuel Hervé.

La priorité du Medef, c'est le maintien d'une politique de l'offre, soit de soutien aux entreprises, coûte que coûte. *« La suspendre se paiera cash »*, a prévenu le patron du Medef. *« La politique de l'offre permet la création d'emplois »*, répètent ainsi avec conviction tous les dirigeants interrogés, qui assurent que le recrutement et la compétitivité sont leurs principaux problèmes. À l'exception notable de Guillaume Koelsch, dirigeant de TPE, qui s'inquiète avant tout pour son carnet de commandes. Son témoignage est d'ailleurs plutôt représentatif des dirigeants français – majoritairement à la tête de petites structures – qui, selon les baromètres mensuels sur le climat des affaires de l'Insee, indiquent que le principal obstacle au développement de leur entreprise est lié à la demande. Et cette proportion augmente depuis plusieurs mois consécutifs, affirme l'institut public. Mais les 5 800 faillites – un record – du mois de juillet n'inquiètent pas non plus sur la pertinence de la politique économique suivie : ce sont des entreprises qui n'ont survécu que grâce aux aides touchées pendant le Covid, expliquent en chœur les patrons.

« Je ne suis pas non plus un dogmatique de la politique de l'offre, tempère également Samuel Hervé. *Pendant le Covid ou avec le bouclier énergétique, ce gouvernement a fait du keynésianisme et a sauvé des milliers d'entreprises, c'est d'ailleurs pour cela qu'on a ovationné Bruno Le Maire ! »* Il s'interrompt un moment, réfléchit et rigole : *« Bon, parfois je comprends aussi pourquoi vous nous accusez de privatiser les bénéfices et de mutualiser les pertes ! »*

PIERRIC MARISSAL

« Les seuls coups que l'amour pardonne sont les coups de foudre. » Clara Luciani

L'HOMME DU JOUR

TUPOU VAIPULU/AFP

Antonio Guterres

« Je suis aux Tonga pour émettre un SOS mondial – Save our seas (Sauvez nos mers) – sur l'élévation du niveau des mers », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, depuis le Forum des îles du Pacifique. *« Une catastrophe mondiale met en péril ce paradis. »* Alors que la moyenne mondiale de la montée des eaux s'élevait à 9,4 centimètres au cours des trente dernières années, un rapport de l'ONU dévoile que ce niveau s'est accru de 15 centimètres dans certaines zones du Pacifique. Un phénomène préoccupant pour ces îles où la majorité des habitants réside à moins de cinq kilomètres d'une côte. *« Si nous sauvons le Pacifique, nous nous sauvons aussi nous-mêmes »*, a conclu Antonio Guterres, appelant les dirigeants à agir contre l'augmentation des températures et la fonte des calottes glaciaires.

LOUIS DEROO

C'EST UN SCANDALE

Métaux critiques

Les Canadiens de The Metals Company ont annoncé, ce 26 août, leur projet d'exploitation minière en eaux profondes dans le Pacifique sud en 2026 afin de collecter des roches polymétalliques destinées à la production de batteries. Peu importe que cela tombe en plein Forum des îles du Pacifique (lire ci-dessus).

C'EST UN MONDE

Carton rouge pour Rheinmetall

Les chars devant les stades rappellent de mauvais souvenirs… C'est le symbole utilisé par les supporteurs de Dortmund lors du match du 24 août, pour dénoncer l'accord de sponsoring avec l'entreprise d'armement Rheinmetall, qui a vu ses carnets de commandes exploser avec les guerres en Ukraine et à Gaza.

L'œil de Babouse

LA BONNE NOUVELLE Gustavo Petro veut renforcer le rôle de l'État colombien

Arrivé à la moitié de son mandat, qui prendra fin dans deux ans, Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire récente de la Colombie, entend intensifier son bras de fer avec le bloc conservateur pour renforcer le rôle de l'État dans l'économie du pays. En quelques jours, il a annoncé ses prochaines batailles politiques, qui viseront trois domaines en particulier : « marché » de l'électricité, banque et santé. Critiquant le fait que son pays soit *« le seul d'Amérique latine où les tarifs de l'énergie ne sont pas réglementés par l'État »*, il prône une « *transformation* » du secteur – largement contrôlé par cinq entreprises privées – visant à mieux réguler (et réduire) les tarifs pour les usagers. Côté finances, il souhaiterait imposer des *« investissements forcés »* au secteur bancaire afin de le faire participer à la relance économique. Enfin, son gouvernement prévoit de présenter cette semaine un nouveau projet de réforme du système de santé comprenant une plus grande participation publique, après un premier échec essuyé au Congrès en avril.

LUIS REYGADA

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Rentrée scolaire Au titre de la *« continuité de l'État »*, la ministre démissionnaire de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, a présenté la rentrée 2024 avec une forme de détachement assez incongrue. Les syndicats ont annoncé, eux, un premier préavis de grève pour le 10 septembre.

Volcanisme Le vaste nuage de particules de dioxyde de soufre survolant l'Europe continentale a atteint son pic en passant sur une grande partie de la France dimanche 25 et lundi 26 août, selon l'observatoire européen Copernicus. Un événement déclenché par les impressionnantes éruptions volcaniques dans la péninsule de Reykjanes à l'extrême sud-ouest de l'Islande, le jeudi 22 août.

COUP DE PROJECTEUR

Oasis se chauffe la voix

La rumeur enflait depuis des jours. Compte à rebours, signaux subliminaux envoyés aux fans. *« It's happening »*, ont annoncé dans une vidéo Liam et Noel Gallagher, mardi matin, confirmant la reformation d'Oasis, groupe phare de la Britpop dans les années 1990 et 2000. Les frères ont bien réussi leur coup marketing. Leur brouille a donc duré quinze ans, après une fracassante rupture en 2009 pendant le festival parisien Rock en Seine. Depuis, Liam et Noel s'envoyaient des piques par réseaux sociaux ou articles de presse interposés. C'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures sauces, paraît-il, et Oasis prend l'adage au pied de la lettre. Il n'y a donc pas de nouvel album en vue mais des versions inédites de chansons de *Definitely Maybe*, l'album qui les avait lancés, il y a trente ans, presque jour pour jour. Mais la cerise sur le gâteau tient dans le retour sur scène du duo avec 14 dates l'été prochain. Sa tournée, Oasis live '25, débutera le 4 juillet à Cardiff au Pays de Galles. Suivront quatre concerts dans sa ville de Manchester et quatre autres dans la mythique enceinte de 90 000 places du stade de Wembley, avant un passage par Dublin. Et la France dans tout ça ? Rien pour l'instant, mais l'Oasis live '25 devrait passer l'année suivante par d'autres pays.

MÉDIATOC

Quand *l'Équipe* s'amuse des violences conjugales

Pour son édition de mardi, le journal *l'Équipe* a jugé opportun de titrer en une « L'amour sans condition » pour décrire la popularité grandissante du joueur de l'Olympique de Marseille Mason Greenwood depuis son arrivée dans le championnat français de football. Le quotidien sportif ajoute qu'une *« affaire continue à ternir sa réputation chez lui à Manchester »*. Des formulations ambiguës et un jeu de mots scandaleux quand on sait à quel point cette « affaire » est grave. L'Anglais est en effet accusé de très lourdes violences conjugales et de tentative de viol sur son ex-compagne. Si l'article de *l'Équipe* interroge à juste titre le soutien des supporters de l'OM envers leur buteur – dont le maillot est le plus vendu depuis un mois – malgré ces faits, le message envoyé par sa une mérite clairement un carton rouge.

DÉCRYPTAGE

Répétition de la cérémonie d'ouverture sur la place de la Concorde à Paris, le 26 août. TOSEI KISANUKI/YOMIURI/AFP

Paris au défi des jeux Paralympiques

ÉVÈNEMENT

Alors que s'ouvre mercredi soir ce « match retour » des JO, tour d'horizon des espoirs suscités par une compétition où se mêlent performances sportives et inclusion des personnes porteuses de handicap.

« Game is not over », « la flamme paralympique prend le relais », « c'est le match retour ». Affichée sur les murs de la capitale et portée par les organisateurs de Paris 2024, cette volonté de ne pas laisser retomber le soufflé des jeux Olympiques, qui se sont déroulés du dimanche 26 juillet au dimanche 11 août, est patente.

Ce bel enthousiasme se traduira-t-il par des tribunes combles et des records d'audience lors des épreuves paralympiques ? L'équipe de France remplira-t-elle ses ambitieux objectifs ? Le regard porté sur les athlètes conduira-t-il à une banalisation du handicap ? Cet événement mondial réussira-t-il à donner la nécessaire impulsion au grand défi de l'accessibilité que la France a bien du mal à relever ? Autant de questions qui ne peuvent être éludées même si, le temps d'une soirée, on ne manquera pas de se laisser subjuguer par la magie du spectacle de la cérémonie d'ouverture.

Même engouement, mêmes moyens ?

« Mon ambition, c'est que tous les billets pour les Paralympiques soient vendus. (...) La deuxième mi-temps, les jeux Paralympiques, va commencer. Les Jeux sont vraiment une pièce à deux faces », déclarait début juillet Ludivine Munos, ex-championne de paranatation multimédaillée, ex-DRH d'une importante filiale d'EDF et aujourd'hui responsable de l'intégration paralympique au sein du comité d'organisation Paris 2024. À la veille du début des épreuves, même si un peu plus de 900 000 places ont été achetées depuis les jeux Olympiques, ce rebond n'aura pas suffi à atteindre l'objectif initialement annoncé de 2,8 millions de places vendues pour les jeux Paralympiques, ni même celui, revu à la baisse en juin, de 2,5 millions. Les ventes devraient plafonner à un peu plus de 2 millions, selon Tony Estanguet, le président du Cojop.

Côté couverture médiatique, *« les jeux Paralympiques intéressent énormément les journalistes »*, nous informe le service de presse de l'événement, quelque peu débordé par un afflux massif de demandes. De plus, *« pour la première fois, France Télévisions et RMC assureront une diffusion en direct d'un grand nombre d'épreuves »*, se félicite Sami El Gueddari, ex-nageur paralympique, aujourd'hui directeur technique national adjoint en charge de la performance au sein de la Fédération française handisport et consultant pour France 2. La mission des journalistes sera notamment de faire connaître les disciplines paralympiques relativement méconnues, tels la boccia (pétanque jouée par des personnes en situation de handicap moteur qui lancent leur boule par la bouche via une rampe) ou le goalball (sport de ballon pour personnes déficientes ■■■

visuelles). *« Les enceintes sportives où se déroulent les épreuves paralympiques sont extraordinaires : le château de Versailles pour l'équitation, l'esplanade des Invalides pour le tir à l'arc… Et la cérémonie d'ouverture se déroulera sur le bas des Champs-Élysées, ce n'est quand même pas rien de faire défiler des athlètes paralympiques sur la plus belle avenue au monde ! »* jubile Marie-Amélie Le Fur, multimédaillée en para-athlétisme et désormais présidente du Comité paralympique et sportif français.

Si les investissements pour les jeux Paralympiques restent bien inférieurs à ceux des JO en raison de la moindre affluence attendue, depuis les jeux de Pékin en 2008, l'égalité est la norme pour la France concernant les primes de médaille. Chaque Tricolore touche 80 000 euros pour l'or, 40 000 euros pour l'argent et 20 000 euros pour le bronze qu'il soit olympique ou paralympique, alors que c'est loin d'être le cas dans tous les autres pays.

Forces et faiblesses de l'équipe de France

L'objectif avancé pour l'équipe de France paralympique est de rentrer dans le top 8 des nations en doublant le nombre de médailles d'or françaises par rapport à celui obtenu à Tokyo en 2021. *« C'est ambitieux, mais atteignable au regard des résultats des derniers championnats du monde et des moyens qui ont été alloués à nos sportifs de haut niveau,* assure Marie-Amélie Le Fur. *Les moyens paralympiques ont été quadruplés en moins de cinq ans. Cela a permis de professionnaliser l'encadrement et le niveau de préparation des athlètes. C'était essentiel. Et le mouvement paralympique réagit bien puisqu'on a doublé le nombre de médailles gagnées par l'équipe de France entre Rio et Tokyo. Maintenant, il s'agit de conquérir un petit supplément d'âme sur les médailles d'or parce que c'est ce qui compte dans le classement des nations. »*

Pour la première fois, la France sera représentée dans les 22 sports paralympiques. La présidente du Comité paralympique et sportif français affiche de grands espoirs dans *« le collectif du cyclisme avec Alexandre Léauté en chef de file »*. Selon elle, *« Alexis Hanquinquant est également très attendu sur le paratriathlon, de même qu'Alex Portal et Ugo Didier en natation. Et Nélia Barbosa pourrait également remporter une médaille en paracanoë »*.

En termes d'inclusion, des efforts restent à faire : le handicap mental est toujours le parent pauvre de cette édition 2024. Seuls six athlètes sur 180 représenteront la France dans les trois seules disciplines ouvertes à ce type de handicap : l'athlétisme, la natation et le tennis de table.

Côté parité, si Andrew Parsons, le président du Comité international paralympique (IPC), peut se féliciter de voir de plus en plus de femmes engagées aux jeux Paralympiques, avec pour Paris 2024 un record de 1 983 femmes parmi les 4 400 athlètes concourant dans 22 sports, soit 45 %, ce n'est pas grâce à la France. Même si on est passé de 25 % de parasportives françaises à Tokyo à 30 % aujourd'hui, le compte n'y est pas. *« On doit faire mieux,* affirme Marie-Amélie Le Fur. *Pour cela, nous allons tenter de comprendre pourquoi les femmes vont moins vers la compétition. On va lancer des enquêtes et des études uniquement sur cet enjeu-là et travailler la question des violences sexistes et sexuelles et la féminisation de l'encadrement parce que ces leviers peuvent faciliter aussi l'accès au sport des femmes et des jeunes filles en situation de handicap. »*

Un changement de regard sur le handicap ?

« J'attends beaucoup de la cérémonie d'ouverture, s'enthousiasme Pascale Ribes, présidente d'APF France handicap. *Pour avoir assisté à celle des JO, je l'ai trouvée remarquable en termes de diversité, d'inclusion. Elle mettait en avant des valeurs susceptibles de changer les regards sur des corps différents de la norme. Comme c'est le même metteur en scène qui officie pour celle des jeux Paralympiques, je suis plutôt confiante et impatiente. »*

Mais la mission des jeux Paralympiques doit-elle être de « changer le regard de la société sur le handicap » ? *« Je n'ai pas l'impression de mener un tel combat, mais plutôt un accompagnement et une compréhension des besoins des sportifs de haut niveau et des jeunes en situation de handicap qui veulent pratiquer des sports »*, se défend d'emblée Ludivine Munos. Il est bien ici question d'athlètes et de performances, bien que celle qui fut l'une des plus jeunes médaillées paralympiques reconnaît que leur visibilité dans le cadre d'un événement aussi médiatique que les jeux Paralympiques peut avoir un effet extrêmement positif en termes d'identification. *« Quand mes parents se sont retrouvés avec une petite fille différente, ce n'était pas facile de savoir ce qu'ils pouvaient faire. On peut accompagner des parents, des enfants, des jeunes adultes qui se retrouvent face au handicap, avec une connaissance plus importante des pratiques sportives qui existent aujourd'hui pour eux. Plus on parlera de handicap, plus ils trouveront facilement des réponses à leurs questions »*, explique la jeune femme, qui a été amputée, bébé, d'un bras et d'une jambe. Dans le même esprit, Marie-Amélie Le Fur raconte qu'après l'accident de scooter qui lui a fait perdre une jambe, à 15 ans, sur son lit d'hôpital, elle a développé le projet de se remettre à la compétition avec en tête l'image d'un athlète amputé qu'elle avait vu courir, adolescente, depuis les tribunes lors d'un championnat du monde. *« On a pu constater chez nos adhérents une levée de certaines barrières à la pratique sportive, tant au niveau individuel qu'au sein des établissements spécialisés pour personnes handicapées,* abonde Pascale Ribes. *Il y a clairement un effet JO, il nous faudra veiller à ce qu'il ne se tarisse pas. »*

> « Ce n'est quand même pas rien de faire défiler des athlètes paralympiques sur la plus belle avenue au monde ! »
>
> MARIE-AMÉLIE LE FUR, PRÉSIDENTE DU COMITÉ PARALYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS

Si les jeux Paralympiques peuvent ouvrir le champ des possibles aux personnes en situation de handicap, il ne faut cependant pas oublier que les personnes qui y participent sont avant tout des athlètes de haut niveau et ne représentent qu'une toute petite minorité de la population handicapée. *« Il ne faut pas que le grand public associe le handicap uniquement à l'image d'athlètes. Pour des personnes lourdement handicapées, le fait de respirer constitue déjà une performance. C'est formidable de nous faire rêver en montrant que l'on peut pratiquer du sport et performer si l'on est porteur de certains handicaps, mais une société réellement inclusive devra l'être également pour celles et ceux dont l'état de santé ne le permet pas »*, nuance la présidente de l'APF.

Répondre au défi de l'accessibilité

En amont des Jeux, il a fallu garantir l'accessibilité des infrastructures, des sites Internet et faire en sorte que les prestataires, partenaires et bénévoles – les mêmes que sur les JO – prennent en compte les spécificités des sportifs paralympiques. Sur ce plan, le bilan est plutôt satisfaisant et sur un plan plus général, *« le sport paralympique a déjà énormément fait évoluer le matériel du quotidien, notamment en allégeant le poids des fauteuils »*, souligne Jean Minier, directeur des sports au Comité paralympique et sportif français.

Mais ce qu'attendent toutes les personnes en situation de handicap, ce sont des politiques publiques qui favorisent leur égal accès aux droits. Or, pour la septième année consécutive, le rapport du Défenseur des droits indique que le handicap est la première cause de discrimination (à l'emploi, au logement, à l'accès aux soins, à l'éducation, aux loisirs, etc.) dans notre pays. *« C'est donc un problème systémique que Paris 2024 ne suffira pas à régler. On attend une véritable révolution quant à l'exigence d'accessibilité des transports, des bâtiments et de tous les équipements collectifs, car la mobilité est le droit qui permet tous les autres »*, assure Pascale Ribes.

Peut-être qu'à l'occasion des jeux Paralympiques, le suivi de para-athlètes dans leur quotidien aidera à prendre la mesure des difficultés qu'ils rencontrent. *« Cela peut éveiller les consciences et faire en sorte que l'on voie les personnes handicapées comme des sujets de droit et non des objets de soin »*, espère la présidente de l'APF. Et amener, par la pression populaire, les décideurs à penser la société en termes de non-discrimination, d'égal accès à tout, pour tous ?

EUGÉNIE BARBEZAT

Séance d'entraînement des athlètes qui participent à la compétition de tir à l'arc. CAI YANG/XINHUA/REA

« Ces Jeux peuvent faire gagner vingt ans en termes d'image »

Quintuple médaillé paralympique, **Arnaud Assoumani** participera à Paris à ses 6es Jeux. Figure emblématique du handisport français et athlète engagé, le sauteur en longueur s'est confié avant la compétition.

Champion paralympique à Pékin en 2008 et quintuple médaillé, Arnaud Assoumani s'apprête à vivre à Paris ses 6es Jeux. À bientôt 39 ans (le 4 septembre), ce spécialiste du saut en longueur, né avec une agénésie transverse des membres supérieurs (sans avant-bras gauche), vise l'or au stade de France, le 3 septembre (catégorie T47). Plusieurs fois recordman du monde (7,23 m en 2008, 7,82 m en 2010), le natif d'Orsay (Essonne), diplômé de Sciences-Po, est aussi un athlète engagé, comme en témoigne son rôle d'ambassadeur auprès de Play International (ONG pionnière dans le secteur du développement et de l'éducation par le sport) et Diversidays, qui agit en faveur de l'égalité des chances et de l'inclusion numérique. Avant les jeux Paralympiques, le pensionnaire du MA2M (Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole) s'est confié à *l'Humanité*.

Ces Jeux s'annoncent comme une grande fête populaire. Il reste cependant encore des billets à vendre. Quel message aimeriez-vous faire passer ?

Je dis aux Français : *« Prenez des billets et venez aux Jeux car vous allez prendre la plus grosse claque positive de votre vie ! »* Et je le pense sincèrement. Toutes les personnes qui découvrent les jeux Paralympiques disent avoir vécu une expérience incroyable. On en sort, je pense, grandi avec beaucoup d'inspiration et de positivité. J'ai envie que le grand public et les jeunes ressentent ça car dans la société, avec tous les problèmes qu'on traverse actuellement, cet esprit de fête ne peut que faire du bien.

Quel est votre objectif dans ces Jeux ?

Clairement, c'est de gagner. Il n'y a jamais eu autant de concurrence, donc je sais que ce ne sera pas simple, d'autant que la pression sera énorme à domicile devant ma famille, mes amis et les attentes du public. Je suis passé par pas mal d'étapes et de moments difficiles, notamment avec des blessures (rupture complète du tendon du semi-tendineux en 2020 – NDLR), mais je me suis reconstruit et je serai à mon meilleur niveau le 3 septembre. Je le sais. Je me suis préparé physiquement, psychologiquement avec toute mon équipe pour être prêt et remporter au minimum une médaille, même si je sais que j'ai le potentiel pour décrocher l'or.

Meeting de Montgeron (Essonne), le 5 juillet 2023. DANIEL DERAJINSKI/ICON SPORT

Regrettez-vous qu'on réduise trop souvent les athlètes à leur résilience ou l'absence de médiatisation au détriment de leurs performances ?

Oui, car derrière les sportifs et les histoires difficiles qu'ils ont vécues, il y a des personnalités. Dans les médias, on qualifie souvent les performances de preuve de courage, de résilience sans parler de la passion qui anime les athlètes, pourquoi ils prennent du plaisir en pratiquant un sport et en se dépassant, quel message ils veulent faire passer, etc. Ce sont des questions qu'on pose à des athlètes olympiques mais pas ou très peu à des athlètes paralympiques qui pourtant s'entraînent, eux aussi, au quotidien pour performer.

ENTRETIEN

Qu'attendez-vous en termes d'héritage ?

Un impact sur la société pour changer le regard par rapport au handicap, à la différence. France Télévisions va diffuser 300 heures de direct, c'est une première. Cette médiatisation est importante pour l'acculturation et aussi d'un point de vue pédagogique, ça peut permettre de gagner vingt ans en termes d'image. Des personnes en situation de handicap vont se reconnaître dans les athlètes qui auront un rôle de modèle et montreront ainsi que pratiquer un sport, c'est possible. Au-delà du sport, j'attends la mise en place de vraies politiques publiques pour plus d'accessibilité dans les transports, les hébergements, l'accès à l'emploi, à l'éducation, au sport… Le handicap est le premier critère de discrimination en France pour la 7e année consécutive. Il n'est pas normal que tout le monde n'ait pas les mêmes chances.

Avez-vous souffert du regard des gens ou de discrimination ?

Ce dont j'ai souffert, c'est le rapport à l'autre. Ou plutôt les autres et leur rapport à moi par des moqueries ou du harcèlement. Au collège, j'ai été mis de côté par un élève qui me traitait de manchot. À un âge où on construit sa personnalité et où les apparences sont importantes, ça marque. J'ai été obligé de changer d'établissement. Mais j'ai appris à me défendre… Après, en ce qui concerne les regards au quotidien, je m'y suis habitué. J'ai conscience que ce n'est pas par malveillance mais par méconnaissance.

« Au-delà du sport, j'attends la mise en place de vraies politiques publiques pour plus d'accessibilité dans les transports, l'accès à l'emploi… »

Vous êtes aussi un athlète engagé, notamment au niveau politique. En juin, vous avez signé une tribune dans *l'Équipe*, avec plusieurs dizaines de personnalités du sport français, appelant à voter contre l'extrême droite lors des élections législatives anticipées…

Les valeurs du RN sont à l'opposé du sport, qui véhicule des valeurs d'union, de partage, de solidarité… Derrière son entreprise de normalisation depuis plusieurs années, l'extrême droite prépare un projet politique autoritaire, voire totalitaire. On a tous et toutes une responsabilité, il faut rester mobilisé pour défendre les droits fondamentaux, les libertés individuelles et les minorités et ne pas penser que tout ça est acquis. La démocratie est fragile. Pour déconstruire le discours du RN, la pédagogie est importante, il faut prendre le temps de discuter avec ceux qui sont séduits par ces idées plutôt que de se crier dessus. On n'a pas vraiment le choix. Les JOP sont une formidable occasion de se rassembler et de partager des choses ensemble car les Jeux, ne l'oublions pas, c'est la célébration de la diversité et de la fraternité.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS GUILLERMIN

l'Humanité
MERCREDI 28 AOÛT 2024.

Classifications, un système impartial, forcément imparfait

Les athlètes paralympiques se voient attribuer un code comportant lettre(s) et chiffre(s) en fonction de la nature de leur handicap et du degré d'empêchement qu'il leur impose dans leur discipline. Décodage.

D'abord les lettres : ne cherchez pas la natation à N, mais à S, « swimming », de même pour le tir, indiqué avec SH pour « shooting », la langue anglaise est de mise ! Pour l'athlétisme, les épreuves qui se déroulent sur piste se voient apposer le T de « track » et celles qui se passent sur un terrain (comme les lancers) portent le F de « field ».

Dans certains sports, les lettres peuvent aussi correspondre à une pratique particulière, comme en badminton, où l'épreuve WH1 fait référence à des athlètes en fauteuil roulant (« wheelchair » en anglais). En cyclisme, on retrouve aussi des catégories liées au type de vélo utilisé. Ainsi, les catégories H regroupent les coureurs en « handbike », ou vélo à main, lors des épreuves sur route. En natation, la deuxième lettre qui peut suivre le S correspond à un type de nage : B pour la brasse, ou « breaststroke », M pour le multi-nages, ou « medley ». À noter que la lettre S seule désigne aussi bien le crawl que le papillon et le dos. Le paratriathlon (PT) peut être « standing » (S), pour les athlètes debout, « wheelchair » (WC), pour les athlètes en fauteuil roulant, ou « visual impairment » (VI), pour les athlètes ayant un handicap visuel.

GOALBALL, PARAJUDO ET CÉCIFOOT RÉSERVÉS AUX DÉFICIENTS VISUELS

Pour ce qui est des chiffres qui suivent les lettres, le premier désigne l'une des 10 catégories définies par le Comité international paralympique, allant par exemple de la déficience visuelle (1) à l'absence d'un membre (6) en passant par la déficience intellectuelle (2). Y est accolé un deuxième, qui correspond à un nombre de points accordés aux athlètes de chaque sport en fonction des conséquences de leur handicap sur la pratique de leur discipline. Plus le chiffre est faible, plus l'incapacité est forte.

Certains des 22 sports paralympiques échappent à ces classifications : par exemple, le goalball, le parajudo et le cécifoot sont réservés uniquement aux athlètes déficients visuels. Quant à la para-haltérophilie, elle regroupe plusieurs formes de handicap tant que les athlètes peuvent utiliser leurs bras (épreuve de développé couché). Ils sont classés par catégorie de poids, tout comme en taekwondo. Pour les sports collectifs comme le rugby fauteuil, le volley assis ou le basket fauteuil, les équipes disposent d'un nombre de points à ne pas dépasser et sont composées afin d'avoir un effectif équilibré avec des handicaps plus ou moins forts. Enfin, certains sports ont leurs termes spécifiques. On parlera par exemple de « grade » de 1 à 5 pour la paraéquitation, de « quad » (tous membres touchés) ou « open » (membres inférieurs touchés) en tennis fauteuil.

Pour déterminer la catégorie d'un athlète, le personnel médical et technique évalue l'impact de son infirmité sur ses capacités dans le sport pratiqué en se basant sur son dossier médical, une séance pratique, puis l'observation d'un temps de compétition. Un nombre de points lui est ensuite attribué. Pour être dans une même catégorie, les sportifs doivent disposer des mêmes aptitudes en termes de mobilité, de coordination et d'équilibre. Des athlètes présentant des handicaps différents peuvent donc concourir ensemble s'ils présentent un degré égal d'aptitude fonctionnelle. Ce qui ne manque pas de susciter des litiges, mais les athlètes ont des possibilités de recours s'ils contestent la catégorie qui leur a été imposée. Pour Ludivine Munos, responsable de l'intégration paralympique de Paris 2024, *« ce système est complexe et imparfait mais il permet de garantir l'équité. Selon ce qui a été mesuré individuellement, on classe collectivement ».* ■

EUGÉNIE BARBEZAT

Pour être dans une même catégorie, les sportifs doivent disposer des mêmes aptitudes de mobilité, de coordination et d'équilibre.

CAI YANG/XINHUA-REA

Entraînement de l'équipe chinoise de parabadminton, le 24 août, à Paris.

LE CALENDRIER DES RENCONTRES

● Jour d'épreuve ○ Jour d'épreuve avec médailles

	AOÛT Mer 28	Jeu 29	Ven 30	Sam 31	SEPTEMBRE Dim 1	Lun 2	Mar 3	Mer 4	Jeu 5	Ven 6	Sam 7	Dim 8
Cérémonies d'ouverture et de clôture	★											★
Basket fauteuil		●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	○
Boccia		●	●	●	○	○	●	●	○			
Cécifoot					●	●	●		●		○	
Escrime fauteuil							○	○	○	○	○	
Goalball		●	●	●	●	●	●	●	○			
Para-athlétisme			○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Para-aviron			●	●	○							
Parabadminton		●	●	●	○	○						
Paracanoë										●	○	○
Paracyclisme sur piste		○	○	○	○							
Paracyclisme sur route								○	○	○	○	

	AOÛT Mer 28	Jeu 29	Ven 30	Sam 31	SEPTEMBRE Dim 1	Lun 2	Mar 3	Mer 4	Jeu 5	Ven 6	Sam 7	Dim 8
Para-équitation							○	○		○	○	
Para-haltérophilie								○	○	○	○	○
Parajudo									○	○	○	
Paranatation		○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	
Parataekwondo		○	○	○								
Paratennis de table		○	○	○	○	●	○	○	○	○	○	
Paratir à l'arc		●	●	○	○	○	○	○	○			
Paratir sportif		●	○	○	○	○	○	○	○			
Paratriathlon					○	○						
Rugby fauteuil		●	●	●	●	○						
Tennis fauteuil			●	●	●	●	●	○	○	○	○	
Volleyball assis		●	●	●	●	●	●	●	●	○	○	

SOURCE : COMITÉ D'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES/ INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

Des athlètes en or

L'Humanité a choisi de mettre en avant cinq sportifs à suivre pendant ces douze jours de compétition, en raison de leur engagement politique, de leur parcours et de l'empreinte qu'ils promettent de laisser sur Paris 2024.

BERNARD PAPON/PRESSE SPORTS

ALEXANDRE LÉAUTÉ
LA STAR BLEUE ATTENDUE

Comme Léon Marchand il y a un mois, Alexandre Léauté débarque à Paris avec un objectif fou de quatre médailles d'or individuelles. Pour chacune de ces disciplines de cyclisme sur route (course en ligne et contre la montre) et sur piste (poursuite et kilomètre), le Breton de 23 ans est champion du monde en titre. Alors, le quadruple médaillé (dont deux titres) de Tokyo il y a trois ans peut rêver de rééditer aux JP cet immense exploit. Le Français, victime d'un accident vasculaire cérébral à sa naissance, compte pour cela sur le public, qu'il espère nombreux sur les routes de Clichy, ouvertes à tous, les 4 et 6 septembre.

ZAKIA KHUDADADI
AU NOM DES SIENNES

« Le jour où les talibans sont rentrés dans Kaboul, l'entraîneur est venu me voir aussitôt et m'a dit : "Zakia, tout est fini pour toi" », s'est souvenue Zakia Khudadadi au micro de France 2. Menacée par le régime en raison, entre autres, de son appartenance à la communauté chiite hazara, elle décide de fuir son pays à quelques jours des JP de Tokyo. Depuis, la taekwondoïste, née avec le bras gauche atrophié, a trouvé refuge à Paris, où elle s'entraîne. N'ayant pas obtenu la nationalité française, elle participera aux Jeux de Paris dans l'équipe des réfugiés avec l'intention de porter les droits des exilés et des femmes afghanes.

PHILIP FONG/AFP

MONIQUE BURKLAND MATTHEWS
CONTRE LA TRANSPHOBIE

En dépression après la perte de l'usage de sa jambe à la suite d'un accident du travail dans un entrepôt, l'Américaine décide, à 20 ans, d'essayer par hasard le volley assis. Elle ne quittera plus la discipline, jusqu'à devenir double championne paralympique. Sa petite notoriété, la volleyeuse s'en sert pour défendre les droits LGBTQI+. Encore plus depuis la transition de son mari, Lyndon, devenu un homme cinq ans après leur mariage. *« Sa famille ne l'a pas accepté, mais avec l'équipe de volley, nous avons trouvé des gens qui nous soutiennent et nous aiment »*, raconte la championne, devenue avec son mari une des figures de la lutte contre la transphobie.

BOB DAEMMRICH/ALAMY STOCK PHOTO

DROITS RÉSERVÉS

FADI ALDEEB
LE POIDS DE GAZA SUR LES ÉPAULES

Seul représentant de la Palestine à ces jeux Paralympiques, Fadi Aldeeb, 39 ans, est devenu paraplégique en 2001. Ce jour du 4 octobre, il participe à une manifestation à Gaza quand une balle israélienne atteint sa moelle épinière, paralysant ses membres inférieurs. Résidant à Gennevilliers depuis un an pour rejoindre l'équipe de basket fauteuil, c'est au lancer du poids qu'il va concourir au Stade de France. Avec, reconnaît-il, l'énorme pression de représenter un pays sous les bombes. Mais aussi une grande fierté et un message à porter : *« La Palestine existe, que vous le vouliez ou non. Et le drapeau, vous serez obligés de le voir. »*

BRADLEY COLLYER/PA WIRE/ABACA

HUSNAH KUKUNDAKWE
UN SYMBOLE ANTIDISCRIMINATION

À seulement 17 ans, la paranageuse ougandaise participe à ses seconds jeux Paralympiques cette année. Husnah Kukundakwe, née avec une déficience congénitale à l'avant-bras, s'est dirigée vers le handisport après des rencontres décisives avec d'autres athlètes atteints d'un handicap, dont l'Irlandaise Ellen Keane, championne paralympique en 2021 et qui sera son adversaire pour l'or à Paris. Depuis, la première Ougandaise à participer aux JP porte un message politique fort pour combattre les multiples discriminations subies par les personnes en situation de handicap dans son pays ou encore le sort de centaines d'enfants abandonnés à la naissance pour cette raison.

PAGE RÉALISÉE PAR FLORENT LE DU, CAMIL RAIN ET PIERRE RODRIGUE

l'Humanité
MERCREDI 28 AOÛT 2024.

« C'est la première fois qu'elle vient à la plage »

SOLIDARITÉ Alors que 40 % des Français ne partent pas en vacances faute de moyens, la fédération du Nord du Parti communiste a organisé, mardi, une journée gratuite à la mer.

Malo-les-Bains (Nord), envoyée spéciale.

Sur la plage de Malo-les-Bains (Nord), des enfants jouent à s'enterrer dans le sable chaud sous le regard attendri de leur famille. Une petite fille aux nattes blondes sautille dans tous les sens et manque de faire tomber les affaires de plage qui débordent de son sac à dos. Elle tient le bras à son *« papé ». « C'est la première fois qu'elle vient à la plage*, raconte le grand-père en promenant une poussette chargée à ras bord. *Depuis une semaine, elle ne me parle que de ça : la mer, la mer, la mer. »*

Une mer qu'elle découvre grâce à la solidarité mise en place par les communistes. Depuis trente-huit ans, la fédération du Nord du PCF permet à des familles précaires, des retraités isolés et des jeunes de profiter des plages. Selon l'Observatoire des inégalités, 40 % des Français ne partent pas en vacances. Entre le transport, l'hébergement et les activités, voyager devient un luxe. Pour Sarah, secrétaire des Jeunes communistes à Lille, *« le droit aux vacances pour toutes et tous est important. Il a été acquis par le Front populaire en 1936. Mais il doit se concrétiser au-delà de simples congés. Avec la JC, nous sommes venus pour soutenir cette journée qui doit perdurer »*.

Ce moment de fraternité sert aussi à échanger sur les bonheurs, les espoirs et les difficultés des familles. Arrivée en car depuis Aulnoy-lez-Valenciennes avec ses petits-enfants, Jeanine attend impatiemment ce moment tout au long de l'année. *« Pour rien au monde je ne raterais ces journées à la mer. Avec ma petite retraite, jamais je n'aurais pu m'offrir ça par mes propres moyens »*, explique celle qui profite de cette initiative depuis 1988. *« Moi, je viens depuis trois ans : j'adore la mer, je joue aux raquettes et je nage »*, la coupe son petit-fils, débordant d'énergie.

BEAUCOUP DE MÈRES ISOLÉES

Venu sur place au palais des congrès de Dunkerque, le Kursaal, Fabien Roussel est ravi d'accueillir les 4 000 personnes bénéficiant ce jour-là de l'initiative du PCF. Au regard de l'actualité politique, cette journée à la mer a d'ailleurs une résonance particulière. *« J'aurais bien aimé pouvoir les rencontrer avec l'espoir d'un gouvernement de gauche et leur annoncer qu'à la rentrée, nous allons mettre en place des mesures concrètes pour les salaires, les retraites, pour les services publics. Malheureusement, Macron n'a pas souhaité retenir le résultat des urnes. Nous sommes toujours debout et nous n'abandonnons pas nos combats »*, souffle le secrétaire national du PCF. Il poursuit : *« Lors de ces journées à la mer, nous avons beaucoup de femmes seules avec leurs enfants qui habituellement ne peuvent s'octroyer des vacances ; 50 % d'entre elles ont des retraites inférieures à 1000 euros. Elles sont les premières à souffrir de la politique menée par ce gouvernement. »*

Ces femmes, Cécile en fait partie. Ancienne agente de production industrielle, cette mère de trois enfants a subi un accident du travail l'an passé. Depuis, son employeur ne la rappelle pas. *« Je gagne une misère. Voyager pour presque rien est une belle opportunité. C'est important que mes enfants aient au moins une journée de vacances et qu'ils voient la mer. Et puis, pour moi, ça me permet de souffler un peu »*, raconte-t-elle en se dirigeant vers le rivage. Une respiration, une pause dans le quotidien parfois difficile. À quelques mètres, du sable mouillé vole dans l'air. Qui a dit qu'il fallait un râteau pour partir à la chasse au trésor ? Kimberley regarde son fils de 2 ans à la recherche de coquillages. *« Lorsqu'on habite à deux heures de la mer, sans voiture, c'est compliqué. Si je viens ici avec les cars affrétés, c'est surtout pour le petit. Il n'y a pas de plus beau moment que de voir son enfant courir après la marée, c'est agréable »*, dit la jeune mère en évitant à nouveau les grains de sable.

REPORTAGE

> « Avec ma petite retraite, jamais je n'aurais pu m'offrir ça. »
> JEANINE, ORIGINAIRE D'AULNOY-LEZ-VALENCIENNES

Le soleil tape fort à Dunkerque. Une occasion pour chacun de pique-niquer sous un parasol et d'aller nager. Une grande famille regarde ses pieds dans l'eau, émerveillée. Des petits bernard-l'ermite et des étoiles de mer transparentes grimpent sur leurs pieds. Lilian, 18 ans, est venu depuis Valenciennes pour voir ce spectacle marin. Le sourire aux lèvres, il court sur la plage pour prendre de l'élan afin de mieux fendre les vagues. La dernière fois qu'il a vu la mer, il avait 8 ans. *« C'est le PCF qui organise ça ? Je suis content : c'est bien de penser aux familles dans le besoin »*, sourit l'étudiant. Lilian vit seul avec sa mère, qui ne peut plus travailler. Comme il doit s'occuper d'elle et ne gagne pas suffisamment, difficile pour lui de partir en vacances. *« Heureusement, aujourd'hui, je peux profiter de la côte en famille et avec mes amis, c'est un souffle. »* L'année prochaine, il reviendra, c'est certain.

MARGOT BONNÉRY

Le 27 août, 4 000 personnes ont bénéficié de l'initiative du PCF. ÉDOUARD BRIDE/HANS LUCAS POUR *L'HUMANITÉ*

l'Humanité
MERCREDI 28 AOÛT 2024.

En Birmanie, la « révolution populaire » doit l'emporter

GUERRE CIVILE Plus de trois ans après son coup d'État, la junte perd du terrain face aux groupes ethniques, soutenus par un gouvernement en exil. Ce dernier appelle à l'aide internationale pour mettre en place un État fédéral, selon **Zaw Wai Soe,** ministre de la Santé et de l'Éducation.

ENTRETIEN

Camp de réfugiés de Myawaddy, près de la frontière avec la Thaïlande. Selon l'ONU, depuis le putsch de 2021, plus de 3 millions de personnes ont été déplacées. KAUNG ZAW HEIN/SOPA IMAGES/LIGHTROCKET/GETTY IMAGES

Il porte littéralement l'urgence du pays. Coiffé d'une casquette blanche brodée d'un « Save Myanmar » rouge (nom donné au pays par la junte depuis 1989), Zaw Wai Soe reçoit dans un café parisien, après avoir sillonné l'Europe pour y chercher des soutiens. Depuis le 1er février 2021, le pays est aux mains de la junte du général en chef Min Aung Hlaing, qui n'hésite pas à bombarder et attaquer les citoyens dans la guerre civile l'opposant aux différents groupes ethniques de résistance. Face aux militaires, nombreux sont les jeunes à avoir fui le pays, ou les travailleurs à avoir pris les armes aux côtés des Forces de défense du peuple (PDF). *« Je ne peux pas être arrêté. Pour continuer ce travail, pour organiser, je dois rester en vie »*, se justifiait récemment Ba Sei, président de la Fédération des travailleurs du rail du Myanmar.

La détresse est également palpable chez les Rohingyas, persécutés par la junte comme par la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi, au pouvoir de 2015 à 2021. *« Nous sommes très inquiets de l'augmentation du nombre de blessés rohingyas traversant la Birmanie ces derniers jours et de la nature des blessures traitées par nos équipes. Cela montre que les Rohingyas payent un prix de plus en plus élevé dans ce conflit »*, relève Orla Murphy, représentante de Médecins sans frontières au Bangladesh. Les camps de fortune au sud du pays, à l'image de celui de Kutupalong dans la ville de Cox's Bazar, accueillent plus d'un million d'exilés birmans.

Le gouvernement d'union nationale (NUG), lui aussi en exil, tente de soutenir financièrement les PDF, malgré le caractère hétéroclite des groupes armés, mais aussi des ministres du NUG, issus pour beaucoup de la société civile. Ainsi en est-il du docteur Zaw Wai Soe, un temps proche de l'ancien dictateur Than Shwe, puis de la Ligue nationale pour la démocratie. Le chirurgien orthopédique de profession, devenu ministre de la Santé et de l'Éducation, est confiant sur la chute prochaine de la junte, soutenue notamment par la Russie et la Chine. Pour reconstruire le pays, il compte sur la création d'une union fédérale et demande aux différentes puissances étrangères de s'impliquer dans un nouveau processus de transition pour prévenir un retour de l'armée au pouvoir.

Voilà trois ans et demi que la junte a pris le pouvoir en Birmanie. Quelle est la situation pour le peuple birman ?

C'est de plus en plus critique pour nous tous, mais plus particulièrement pour ceux qui sont au pays. Non

seulement à cause de l'effondrement économique et de l'inflation, mais aussi de la brutalité des militaires, qui bombardent et attaquent les villages. Et les jeunes fuient aussi la zone occupée, voire le pays, à cause de la conscription : ils enrôlent même les femmes, maintenant !

Comment les familles parviennent-elles à survivre ?
Nous voyons des queues de plusieurs kilomètres pour des médicaments ou de la nourriture. Pendant la crise sanitaire et avant le coup d'État, un dollar valait 1300 kyats. Maintenant, c'est entre 2000 et 3000, et c'est monté jusqu'à 6400 kyats ! Malgré cette inflation, les revenus sont les mêmes, et c'est pourquoi le peuple souffre. Mais c'est une leçon pour nous : nous sommes obligés de respecter la résilience des gens, qui perdent des proches, leurs maisons, et qui continuent de se battre. C'est une révolution populaire, et c'est pour cela que les militaires sont en train de perdre. Depuis 2021, ils ont perdu 78 communes et du terrain dans les régions.

Comment le gouvernement d'union nationale aide t-il les groupes armés, composés de tant d'ethnies différentes ?
C'est très difficile. C'est un défi, à vrai dire. C'est pourquoi nous demandons une aide internationale humanitaire, comme nous l'avons fait en France, par exemple. Mais le NUG est le gouvernement du peuple, que les citoyens soient en Birmanie ou à l'étranger. D'ailleurs, ces trente derniers mois, nous avons recueilli environ 250 millions de dollars de dons de leur part. C'est notamment grâce à cela que nous pouvons organiser l'aide humanitaire sur le terrain ou l'envoi de munitions aux PDF. C'est de l'argent propre qui finance notre révolution. Nous percevons aussi des impôts des industriels qui travaillent dans les régions que nous contrôlons.

« Il nous faut une démocratie réelle, où l'armée serait sous le contrôle du gouvernement élu. »

L'armée a dirigé la Birmanie pendant de nombreuses années. Si vous arriviez au pouvoir, comment empêcheriez-vous un autre coup d'État militaire ?
C'est l'un des objectifs majeurs de notre révolution, avec l'établissement d'une union fédérale démocratique, car nous sommes un pays très diversifié, avec une quinzaine de groupes ethniques majeurs, parmi lesquels coexistent environ 135 tribus et 100 dialectes. Il nous faut donc une démocratie réelle, où l'armée serait sous le contrôle du gouvernement élu. Nous devons avoir une armée fédérale, mais aussi démilitariser et réformer le secteur de la défense. Pour cela, nous avons besoin du soutien des Nations unies, ainsi que de l'implication de la Chine, des États-Unis et de l'Union européenne dans notre transition.

Quelle est votre position sur les Rohingyas, qui sont visés par la junte de Min Aung Hlaing, mais qui étaient déjà persécutés sous le régime d'Aung San Suu Kyi ?
Les Rohingyas font partie du peuple birman, comme d'autres groupes ethniques. Ils sont nos frères et nos sœurs, et nous combattons le même ennemi. Mais tous pourront profiter du fédéralisme que nous souhaitons mettre en place si notre révolution l'emporte. Car le précédent gouvernement a été élu sous la Constitution de 2008 (qui interdisait aux Rohingyas la citoyenneté birmane – NDLR), ce ne serait pas notre cas puisque nous instaurerions une loi fédérale.

Plusieurs millions d'entre eux sont exilés, au Bangladesh ou en Asie du Sud-Est. Vous pourriez garantir leur retour ?
Bien sûr. Ils font partie du peuple. Moi aussi, je suis loin de la Birmanie et j'aimerais revenir chez moi, donc nous y rentrerons ensemble.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AXEL NODINOT

Handicap International alerte sur un risque d'épidémie de polio. À Deir al-Balah, dans le centre de Gaza, le 27 août, un jeune garçon a contracté la maladie, il y a un mois. EYAD BABA/AFP

Israël accentue la crise humanitaire à Gaza

PROCHE-ORIENT L'ONU a dû suspendre pour la première fois ses activités dans l'enclave palestinienne, lundi, devant les ordres d'évacuation systématique des forces israéliennes. Face aux cas de malnutrition, de famine et d'épidémies, un cessez-le-feu est impératif.

Après dix mois de frappes israéliennes et d'opérations militaires, les habitants de la bande de Gaza ont assisté à une suspension des opérations humanitaires de l'ONU, lundi soir. C'est la première fois depuis le 7 octobre que les Nations unies doivent s'y résoudre. Leur poste à Deir el-Balah, dans le centre du territoire, a été décrété *« zone dangereuse de combat »* par les forces israéliennes, entraînant l'évacuation de l'ensemble du personnel, des travailleurs humanitaires et des ONG.

« Cette décision remet en cause tout un centre humanitaire qui avait été mis en place à Deir el-Balah à la suite de l'évacuation de Rafah (sud) en mai, et elle a un impact considérable sur notre capacité à fournir un soutien et des services essentiels », a déploré l'Ocha (bureau des affaires humanitaires de l'ONU). Près de 250000 personnes sur les presque un million que compte actuellement la cité ont déjà fui vers l'ouest. Selon l'ONU, les 1,9 million de déplacés internes sur les 2,4 millions de Gazaouis tentent de se réfugier dans les 11 % du territoire échappant à toute évacuation forcée. Seize ordres israéliens ont déjà été lancés depuis le début du mois d'août. Seules les équipes de l'Unrwa (l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens), déjà présentes dans les campements, peuvent encore aider un peu les civils. Mais cette aide représente *« une demi-goutte d'eau dans l'océan »*, a dénoncé Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, face au désastre humanitaire et sanitaire. 95 % de la population sont en insécurité alimentaire aiguë. 70 % des infrastructures ont été détruites. Plus de 40000 Palestiniens ont été tués, dont la majorité sont des femmes et des mineurs.

DE NOUVEAUX CRIMES DE GUERRE RÉVÉLÉS

Le seul moyen de répondre de manière globale aux besoins humanitaires et de protection est d'instaurer un cessez-le-feu immédiat et durable. D'autres problèmes sanitaires sont également soulevés par Handicap International. L'ONG alerte sur le risque d'épidémie de polio dans l'enclave, qui ne dispose plus que de 1400 lits d'hôpital pour 2,1 millions de personnes. Si l'infection vise principalement les enfants de moins de 5 ans, elle touche toute personne non vaccinée. L'organisation pointe dans la réapparition de la poliomyélite *« le résultat de la paralysie du secteur de la santé, de la destruction systématique par Israël des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, aggravées par les restrictions imposées aux réparations et à l'accès aux approvisionnements »*. Pour les enfants, le stress de cette épidémie ne manquera pas d'exacerber les troubles mentaux existants, note également Handicap International. De leur côté, l'OMS et l'Unicef réclament une pause humanitaire afin de permettre la tenue de campagnes de vaccination pour 640000 enfants de moins de 10 ans.

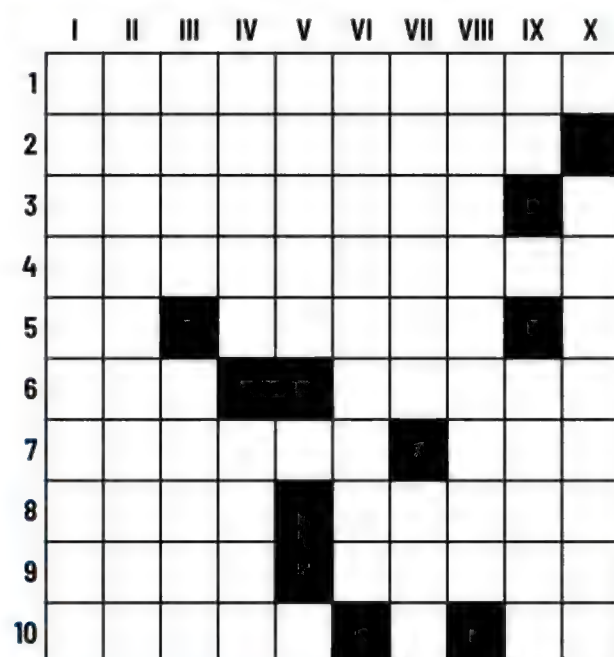
À ces atrocités s'ajoute une enquête publiée ce mardi par Amnesty International, qui révèle deux nouveaux crimes de guerre commis par les forces israéliennes en mai sur Rafah. Une première frappe a visé, le 26 mai, le *« camp de la paix koweïtien »* pour personnes déplacées à Tal al-Sultan, dans l'ouest de la ville, faisant au moins 36 morts et des centaines de blessés, principalement des civils. Une autre, le 28 mai, dans le quartier d'Al-Mawasi, pourtant désigné par Tel-Aviv comme faisant partie de la *« zone humanitaire »*, a tué 23 civils, dont 12 enfants, sept femmes et quatre hommes.

VADIM KAMENKA

Carnet

Les obsèques d'Émile Breton (voir *l'Humanité* du lundi 26 août 2024) auront lieu le samedi 31 août, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

MOTS CROISÉS N° 24 014 par Martial Dubois

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2										■
3									■	
4										
5			■						■	
6				■	■					
7							■			
8					■					
9					■					
10						■		■		

HORIZONTALEMENT

1. Date limite d'utilisation figurant sur un produit. **2.** Fillettes qui fréquentent l'école primaire. **3.** Parties découpées de la cuisse du veau. **4.** Détachasse la fleur de la tige. **5.** Clé des chants. Mieux que quinze. **6.** Situé. Humé. **7.** Langues indo-européennes. Se rendra. **8.** Affluent de la Vilaine. Engins volants mystérieux. **9.** Elle a libéralisé l'accès à la contraception. Contestées. **10.** Ouïes des violons. Sélénium.

VERTICALEMENT

I. Qui évoque un instrument à percussion. **II.** Ouvertures pratiquées dans le pont d'un navire. **III.** Rusé. Déshonorés. **IV.** Palmier à huile. Met bas. **V.** Dix fois cent. **VI.** Historiographe de Louis XIV. **VII.** Chiffre porte chance pour les uns et porte malheur pour les autres. Tige cylindrique. **VIII.** Poète russe. **IX.** Très maigre si l'on n'a que cela sur la peau. Répartis en plusieurs groupes. **X.** Assemblasse les feuillets d'un livre.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Péremption. **2.** Écolières. **3.** Rouelles. **4.** Cueillisse. **5.** Ut. Seize. **6.** Sis. Senti. **7.** Slaves. Ira. **8.** Ille. Ovnis. **9.** Veil. Niées. **10.** Esses. Se. **VERTICALEMENT. I.** Percussive. **II.** Écoutilles. **III.** Roué. Salis. **IV.** Éléis. Vêle. **V.** Mille. **VI.** Pellisson. **VII.** Treize. Vis. **VIII.** Iessenine. **IX.** Os. Triés. **X.** Reliasse.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du lundi 26 août 34 788 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

ACPM
LE TRI + FACILE

« La conversation est au cœur de notre démarche »

CINÉMA. Alors que sort en salles *Septembre sans attendre*, dans lequel un couple madrilène organise une fête de séparation, le cinéaste **Jonas Trueba** et la comédienne et coscénariste **Itsaso Arana** reviennent sur leur travail commun.

***Septembre sans attendre*, de Jonas Trueba, Espagne-France, 1 h 54**

Ale (Itsaso Arana) et Alex (Vito Sanz) vivent ensemble depuis une quinzaine d'années. Alors que rien ne laisse entrevoir une mésentente, ils annoncent à leurs proches l'organisation d'une fête de séparation. Merveille d'humour et d'intelligence, *Septembre sans attendre* est une variation contemporaine sur les comédies américaines du remariage, doublée d'une réflexion profonde sur le cinéma puisque les protagonistes sont respectivement cinéaste et acteur. Après *Reconquista* (2016), *Eva en août* (2020) et *Venez voir* (2022), c'est le quatrième long métrage en commun de Jonas Trueba, réalisateur, et Itsaso Arana, scénariste, par ailleurs réalisatrice (*Les filles vont bien*, 2023).

***Septembre sans attendre* s'inspire des comédies américaines du remariage. Mais est-ce vraiment une comédie ?**
Jonas Trueba Ce n'est pas si évident. Nous nous sommes en effet inspirés des comédies romantiques américaines mais le film oscille entre ce genre et autre chose que je n'oserais qualifier de drame.

Cette idée de la fête de séparation vient du père de Jonas, le cinéaste Fernando Trueba, qui joue le rôle du père d'Ale. Comment vous êtes-vous dit que c'était une bonne situation de cinéma ?
Jonas Trueba Elle s'est ancrée en moi pendant quelques années, j'en ai même parlé à des proches qui m'annonçaient leur séparation. La réaction d'une amie m'a fait penser que c'était bonne idée de film, à défaut d'en être une dans la vie.

Alex (Vito Sanz) et Ale (Itsaso Arana). LISBETH SALAS/LOS ILUSOS FILMS 2024

Ale et Alex n'ont a priori aucune raison de se séparer puisqu'on ne les voit jamais en désaccord sauf une fois, à propos d'un film de Blake Edwards...
Itsaso Arana C'est une espèce de case vide, d'espace inconnu, blanc, pour le spectateur mais aussi pour nous-mêmes. La raison de cette rupture est un peu la question interdite. Mais il arrive aussi que, dans la vie, le meilleur moyen de régler une crise existentielle soit de dégager celui ou celle qu'on côtoie au plus près.

Cette dispute permet de faire cohabiter les regards féminin et masculin. Comment cette question du double regard s'est-elle posée pendant l'écriture ?
Itsaso Arana Nos films sont le fruit d'une longue conversation qui court entre nous. Cette scène est inspirée d'une dispute réelle entre Jonas et moi, où personne ne voulait lâcher le morceau. Cela devenait une défense identitaire, chacun voulait avoir raison, de façon presque enfantine.

Jonas Trueba La conversation entre l'auteur, le créateur et les personnes qui l'entourent est au cœur de notre démarche. Je tiens beaucoup à cette notion.

À la fin, Ale montre son film à ses amis pour avoir leur avis, le faites-vous aussi dans la vie ?
Itsaso Arana J'avais montré un montage de mon film à des amis cinéastes et cette projection a été une épreuve. On en a fait une scène comique pour se venger. ■■■

Jonas Trueba Le cinéma nous permet de nous autoparodier ou de sublimer des situations traumatisantes, c'est une de ses vertus.

Vous êtes-vous inspirée de votre expérience de réalisatrice pour jouer le rôle d'Ale ?
Itsaso Arana Sans aucun doute. Sans cette expérience, je n'aurais pas pu interpréter le personnage avec cet épuisement, cette espèce de mépris de soi ironique.

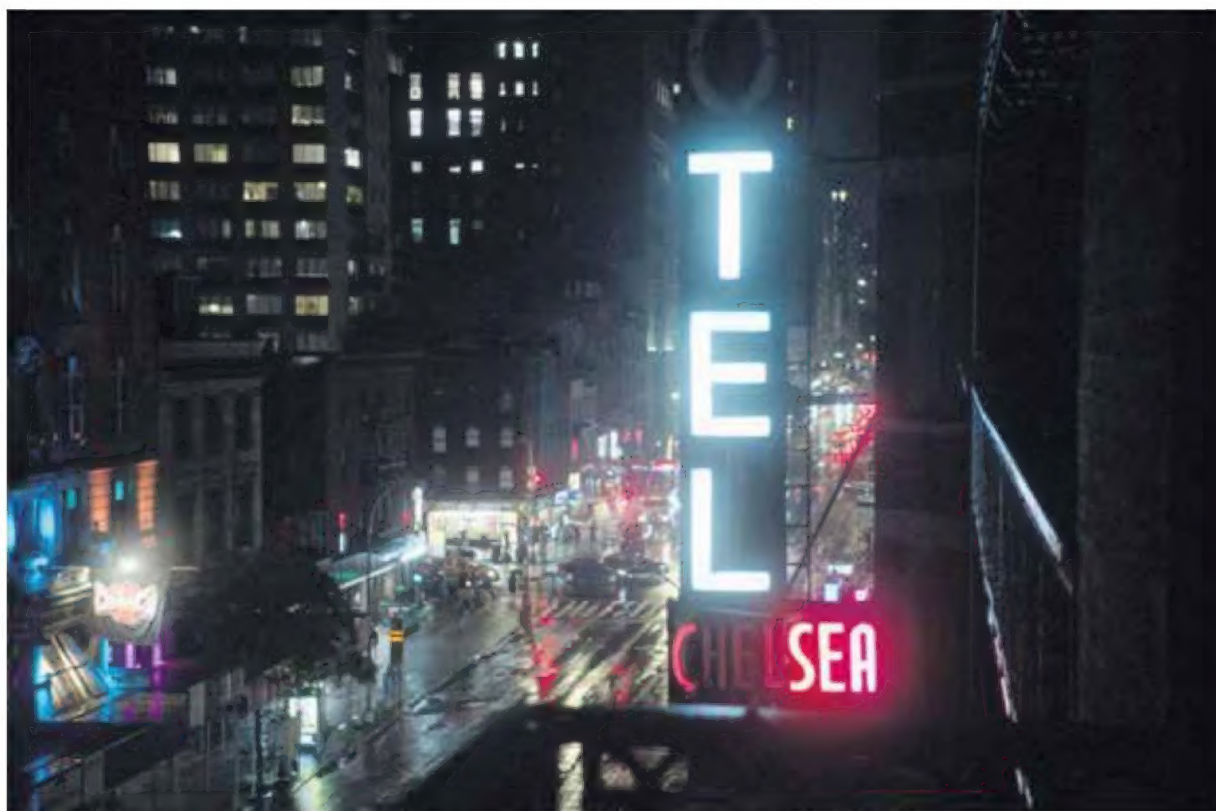
Le film que monte Ale est celui qu'on voit à l'écran. Comment est venue l'idée de la mise en abîme ?
Jonas Trueba On a trouvé cette étrangeté intéressante dans la mesure où elle reflète cette confusion que nous pouvons ressentir entre la vie et les films. Idéalement, nous aimerions que le spectateur dépasse cette réserve et admette que ça fait partie de l'essence et de l'humour du film. Nous voulions faire ressentir à quel point il est vertigineux, épuisant et malaisant de partager la vie de la personne avec qui on travaille.

Dans *la Nuit américaine* (1973), Truffaut dit que les films sont plus harmonieux que la vie. Partagez-vous cette idée ?
Jonas Trueba *La Nuit américaine* a été un film important pour nous-mêmes si l'approche du tournage qu'a Truffaut est plus traditionnelle que la nôtre. Contrairement à lui, nous n'avons pas voulu fabriquer un faux film. C'est ainsi qu'est venue la mise en abîme par le montage. J'aime beaucoup une autre phrase de Truffaut quand il dit qu'un film, ce n'est qu'un cinéaste dans des circonstances données. Je ressens la même chose avec notre équipe : c'est un moment de notre relation, de notre parcours commun. Truffaut dit également qu'un film doit se tourner contre le scénario ou se monter contre le tournage. Toutes ces phrases accompagnent notre travail.
Itsaso Arana C'est vrai, les films sont meilleurs que nous mais nous aspirons aussi à être à leur hauteur. C'est en ce sens que l'écrivain et philosophe Stanley Cavell estime que les films nous rendent meilleurs, ils deviennent une sorte d'étalon auquel on doit se conformer.
Jonas Trueba Mon père dit aussi que la vie est un film mal monté. Il y a une dimension un peu idéaliste dans le fait de faire des films.

Le personnage que joue Fernando Trueba apporte justement les références théoriques : *À la recherche du bonheur*, de Stanley Cavell, mais aussi Kierkegaard avec l'idée de la répétition…
Jonas Trueba Je trouvais beau de lui donner cette place centrale. Au moment où il arrive, il fait bifurquer le film dans le sens contraire. Il a l'idée de départ de la fête de séparation mais fait revenir sa fille vers le remariage.
Itsaso Arana L'idée de répétition renvoie à la vie de couple où c'est un vrai défi de maintenir quelque chose de nouveau intact, en dépassant la routine. Elle résonne aussi avec le jeu d'acteur : comment on recrée toujours le même texte en fonction du public auquel il s'adresse.

Le montage joue un rôle important à la fois comme sujet et outil de création, comment l'avez-vous travaillé ?
Jonas Trueba Le cinéma met plus souvent en scène le tournage. Je trouvais plus intéressant de montrer le montage, une phase intime, source de conflit, où le cinéaste est confronté à son propre travail, à ses fantasmes.

Pourquoi avez-vous choisi la chanson de Brassens, *le 22 septembre* ?
Jonas Trueba Mon père est un fou de Brassens, il a appris le français en l'écoutant. J'ai grandi avec ses chansons et, en l'occurrence, je n'avais pas pensé à celle-là. C'est la traductrice du scénario vers le français qui, à force de voir revenir cette date du 22 septembre, m'a suggéré cette chanson.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SOPHIE JOUBERT,
TRADUIT PAR MASSOUMEH LAHIDJI

Grâce au cinéma, on découvre l'ambiance de ce lieu sans équivalent. CLIN D'OEIL FILMS

Dreaming Walls: les fantômes de la bohème électrique

CINÉMA La vie et la mort d'un établissement légendaire de New York, l'Hôtel Chelsea, repaire de la contre-culture d'antan. Au moment où on le rénove à grands frais, quelques pensionnaires évoquent son passé mythique. Un documentaire envoûté et spectral.

***Dreaming walls*, de Maya Duverdier et Joe Rohanne, Belgique-France-États-Unis-Suède, 1 h 20**

Lieu mythique de la bohème new-yorkaise, où défilèrent les principales figures de la contre-culture et de l'underground entre 1960 et 2000 (environ), l'Hôtel Chelsea, situé sur la 23e rue à Manhattan, a vu Sid Vicious, bassiste des Sex Pistols, poignarder sa compagne, et Andy Warhol y tourner son film *Chelsea Girls* (1966). D'où une superbe archive montrée dans ce documentaire, où la chanteuse Nico interprète in situ son morceau intitulé précisément *Chelsea Girl*. Celle-ci n'est qu'un des spectres dont les reflets sont projetés sur les dreaming walls – titre de ce documentaire – de l'établissement, au moment où des ouvriers s'affairent à démolir la légende. Officiellement, ils sont là pour réhabiliter l'hôtel qui va devenir une adresse de luxe. Mais quel que soit le soin que l'on va apporter à la préservation de cet endroit, son âme est vouée à disparaître quand les junkies et hipsters d'antan vont être remplacés par des touristes aisés. Le travail des réalisatrices Maya Duverdier et Joe Rohanne est donc quasi archéologique.

Dans ce bâtiment « dévitalisé » ne subsistent que quelques fantômes – les rares pensionnaires d'âge canonique que la direction n'a pas réussi à expulser, car ils sont défendus par des avocats retors. Par exemple une chorégraphe nommée Merle Lister, que l'on voit vaillamment tenter de reconstituer un spectacle qu'elle avait donné dans l'escalier du Chelsea quarante ans plus tôt. Comme le chantait le leader des Doors, Jim Morrison, qui lui aussi fit un séjour à l'hôtel, *« This is the end »*. Désormais plus de « guitar heroes » déjantés, ni de superstars (warholiennes) shootées. L'hôtel n'est pas enterré, pire, il est « gentrifié ». Ne reste qu'une coquille vide où l'on va greffer tout le confort moderne en faisant bondir le prix des chambres. Heureusement, grâce au cinéma, ceux qui ne l'ont pas connu pourront avoir ici un aperçu assez varié et complet du passé et de l'ambiance de ce lieu, qui n'a guère eu d'équivalent ailleurs, encore habité par une poignée de rescapés qui se remémorent une histoire sulfureuse et font regretter l'ère du « sex, drugs and rock'n'roll », où les barrières du raisonnable n'avaient pas encore été érigées par la société responsable.

> Les junkies et hipsters d'antan vont être remplacés par des touristes aisés.

Pour en savoir plus, pour découvrir la vie et l'activité de l'endroit au moment même où il brillait de ses derniers feux et où quelques reliques de la faune flamboyante de New York s'y croisaient encore, il faudra se reporter au documentaire d'Abel Ferrara – fin connaisseur de la zone locale – intitulé *Chelsea on the rocks* (2008), qui n'a pas eu l'honneur d'une sortie officielle dans nos contrées. *Dreaming walls* est donc une évocation post-mortem, ce qui a aussi son charme, une séance où l'on convoque les esprits, comme le faisaient certains artistes décadents de la fin du XIXe siècle, fascinés par la beauté des limbes.

VINCENT OSTRIA

Premiers romans

Coupez !
de Laure Desmazières,
Quidam,
182 pages, 18 euros

Face au geste ultime de l'écriture

Laure Desmazières est scénariste. Beaucoup de ce qu'elle a écrit est resté dans les tiroirs des producteurs. Son premier roman explore ce geste parfois utile, toujours cruel : la coupe.

« J*'ai beaucoup écrit*, nous dit Laure Desmazières, *et coécrit* », précise-t-elle. La « coécriture » est une pratique fréquente au cinéma. Laure Desmazières a une formation de scénariste à la Femis, l'école de référence de la profession. « *En sortant, j'ai beaucoup écrit ou coécrit, des longs métrages, des courts, des séries. Puis j'ai réalisé trois courts métrages et j'essaie de faire un long. Parallèlement, je continue à écrire et je fais de la consultation et du conseil en scénario.* » Le terme anglais « script doctor » la fait rire : « *Docteur de quoi ?* » Mais, ajoute-t-elle, « *c'est quelqu'un qui renvoie la balle sans écrire et ça peut être très utile* ».

D'où vient cet attrait pour l'écriture ? Une mère professeure de lettres, enseignant aussi le théâtre, et la voilà suivant une troupe de jeunes Grenoblois créée par un professeur d'arts plastiques. Ils investissent des lieux non destinés au théâtre. « *Il nous a beaucoup fait écrire en regardant, j'aimais beaucoup la liberté que ça nous laissait.* » Le cinéma vient par la suite. À 14 ans, seule dans la salle, elle voit *le Fantôme de la liberté*, de Buñuel. « *Ma vie a changé*, n'hésite-t-elle pas à dire. *C'était à la fois très libre et très structuré. Pour arriver à une telle liberté, il fallait un travail de dramaturgie incroyable. J'aimais l'absurde et la grande profondeur politique de ce film en même temps joyeux, drôle, parfois cynique. Arriver à créer le désir de la séquence suivante en laissant les personnages en plan comme il le fait, c'est très audacieux, et il faut du génie pour que ça marche.* » Cela lui donne l'envie d'apprendre la dramaturgie classique et de tendre aussi vers cette liberté. « *C'est ce que j'ai trouvé dans le cinéma et dans le théâtre contemporain.* » Elle commence à faire de petits films, intègre la Femis. « *Presque par hasard. Je ne connaissais rien de la formation à ces métiers.* »

Coupez !, son premier roman, n'est pas lié à un projet de film. « *J'ai tout de suite su que ce n'était pas un film que j'étais en train d'écrire. Je n'avais pas envie de faire un film sur le cinéma. Ce qui m'a plu, c'était de faire des parenthèses, de jouer sur les voix introspectives, ce à quoi je n'avais pas accès au cinéma. Il a fallu un peu de temps pour assumer ce que je voulais dire sur la coupe.* »

La coupe exerce chez elle une certaine fascination, et le livre peut se lire comme une tentative d'en comprendre les raisons. La narratrice de *Coupez !* est en effet appelée sur un tournage pour sabrer une grande partie du scénario qu'elle a écrit. Un des financeurs du film se retire, et il va falloir supprimer toutes les scènes qui se passent dans un grand hôtel, que la production n'a plus les moyens de payer. Or, pour la scénariste, ce sont les moments cruciaux, qui donnent tout son sens au film.

Écrire sur un tournage est quelque chose qui est déjà arrivé à Laure Desmazières pour adapter, écrire des dialogues de figurants. « *Je n'ai jamais vécu ce qui arrive à mon personnage.* » Pourtant, elle sait de quoi elle parle. « *Je m'inspire d'une période de ma vie où j'écrivais beaucoup, et où rien n'aboutissait. Les gens se demandaient si tout ça c'était vrai, si je n'étais pas une mythomane ! D'après les chiffres, 60 % de ce qui est écrit n'est pas tourné. C'est énorme et c'est normal. Je suis dans un collectif d'auteurs qui a pris comme mantra : "Rien ne se perd tout se transforme", pour se remonter le moral.* »

CAROLINE DUBOIS

Le roman, pourtant, n'est pas un recyclage de scénarios inaboutis, même si quelques « *petites choses* » du film en train de se faire s'y retrouvent. « *Le thème du roman, ses personnages, sa dramaturgie ont été créés pour le livre.* » Et l'écriture est très différente. « *Je me suis permis plein de choses infaisables dans un scénario. Jouer constamment avec la chronologie. Traverser le temps en traversant des lieux. Faire de petits flash-back et un grand retour dans le passé. Écrire, relire, couper, chercher quelque chose de musical.* » Et à l'arrivée, écrire un roman irrigué par le cinéma, mais où c'est la littérature qui se réalise. Tout se transforme.

ALAIN NICOLAS

– Il suffit de couper.
L'assistant réalisateur parle avec assurance. Il y a des gens qui savent faire ça.
Peut-être que, littéralement, une équipe d'assureurs protège ses paroles.
… Comme les mains d'un pianiste dans un film de Lubitsch ! Lequel ? Je ne me souviens plus.
– Tu m'écoutes, Manon ?
– Couper, c'est-à-dire ?
– Tu coupes une partie des scènes de nuit. Toutes les scènes d'hôtel. Et tu reprends quelque part à l'aube. On n'a plus les moyens de tourner ici, c'est trop cher ! Michel va essayer de négocier une journée, en argumentant qu'on paye la suite royale pour Anna depuis trois jours… mais sans garantie. On coupe, on tourne un jour à l'hôtel au maximum, on part lundi au gymnase de Monteil et on est dans les temps.
Je le regarde un instant, d'un air qui le désarçonne. Les yeux dans les yeux, sans rien dire. Mon métier à moi n'exige aucune expression de visage en particulier. Il me permet aussi de ne pas avoir à répondre directement à un assistant réalisateur.
– Tu coupes.
Avec quelle vulgarité il ose parler d'un scénario. Il me dit ça comme ça : couper toutes les scènes d'hôtel, couper le meilleur du film. J'ai passé sept ans à écrire et réécrire ce film.

Demain : *Faïel et les histoires du monde*, de Paolo Bellomo.
Retrouvez les épisodes précédents sur **www.humanite.fr**

Le dirigeant du PCF sur l'île de Beauté est un acteur majeur de la lutte armée contre l'occupant fasciste. Il lancera le signal de la révolte en septembre 1943.

De 1940 juqu'à la libération de l'île, le 4 octobre 1943, la Résistance mena de multiples actions depuis le maquis corse. TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

ALBERT STEFANINI

Une figure de l'insurrection corse

Ouvrier de l'habillement, militant puis dirigeant du Parti communiste, Albert Stefanini est aussi l'une des figures de la résistance et de la libération de la Corse, en septembre 1943. Tout au long de sa vie, il a incarné les valeurs de justice sociale et de dévouement au service des opprimés. Son parcours, marqué par ses engagements tant militaires que politiques, symbolise la lutte pour la libération et l'émancipation de la Corse.

« NE VIVRA PAS QUINZE JOURS »

Né le 8 octobre 1919 à Bastia, dans une famille de petits commerçants, il s'engage très jeune, dès 1935, dans les rangs du Parti communiste français (PCF). Depuis 1934, il en est adhérent et dirige le cercle de la Jeunesse communiste (JC) dans sa ville. À l'époque, le PCF vient d'initier le Front populaire pour faire face au péril de la montée des fascismes. À partir de 1938, il s'engage activement contre les accords de Munich. Quand s'abat la répression sur les communistes, il n'a que 21 ans : il est incarcéré en juin 1940 à Bastia puis à Calvi, avant d'être transféré au fort Maillebois. C'est la maladie qui l'en fera sortir, deux ans plus tard. Atteint de tuberculose, Albert Stefanini voit son pronostic vital engagé : « Ne vivra pas quinze jours », indique le rapport médical. Il est libéré. Sa période de convalescence à Nice, sur le continent, n'entamera pas sa détermination. Il décide de regagner clandestinement la Corse pour s'y engager dans la Résistance. Il participe activement aux actions des JC, contribuant notamment à la production de la presse clandestine à l'aide d'une vieille imprimerie récupérée à Corte. Il intègre la direction du Front patriotique des jeunes, émanation du Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, créé par le PCF.

L'année 1943 va marquer un tournant pour la Corse, dans lequel Albert Stefanini joue un rôle de premier plan aux côtés d'autres grands noms de l'histoire communiste de l'île : François Vittori, chef d'état-major des FTP, et Raoul Benigni. En mars , il mobilise des milliers de personnes dans une manifestation contre la diminution des rations de pain. Des femmes, des jeunes, des lycéens, des ouvriers défilent contre l'occupant et ses 85 000 soldats déployés par l'Italie fasciste. Les soldats allemands, eux, occupent essentiellement le sud de l'île. La nuit du 1er mai 1943 marque une étape cruciale avec l'attaque à la grenade du haut commandement de la marine fasciste par les JC. Albert est alors arrêté avec d'autres résistants bastiais. Dix jours plus tard, il est libéré grâce à la complicité de Gianni Canioni, colonel des chemises noires en contact avec la Résistance. Il reprend alors la lutte armée, qui ira en s'intensifiant jusqu'au moment décisif, en septembre.

LA CAPITULATION ITALIENNE

Le 3 août 1943, le dirigeant du PCF clandestin Raoul Benigni prend l'initiative d'une réunion à San Gavino d'Ampugnani, à laquelle participe Albert Stefanini. Il y est décidé de lancer une insurrection dans toute la Corse, dès que la capitulation de l'Italie fasciste, menacée par les débarquements alliés, sera effective. C'est le cas le 8 septembre. Aussitôt, Albert Stefanini et ses camarades organisent une grande manifestation à Bastia : c'est le signal du soulèvement populaire. Signant l'armistice, l'Italie donne l'ordre à ses soldats de se retourner contre l'occupant nazi.

La Résistance, elle, passe également à l'action. Dans un témoignage audio mis à disposition par le musée de la Résistance, Albert Stefanini raconte ces premiers moments de l'insurrection corse. « *Le 8 au soir, nous étions cachés dans le local où était le haut commandement du Front patriotique des jeunes. Nous avions des machines à écrire et nous étions fortement armés en cas de lutte ouverte* », se souvient le résistant communiste. « *J'apprends ce soir-là la capitulation italienne. Immédiatement, je rejoins notre local, et nous descendons dans la rue (...) et le premier soldat italien que nous rencontrons, nous lui demandons son fusil tout de suite. Nous prenons son arme et nous rejoignons le boulevard fusil à la main. Nous commençons à rassembler les jeunes que nous connaissions et, sortant des drapeaux tricolores de taille importante, nous avons commencé à défiler en chantant* la Marseillaise. » Les combats se poursuivront jusqu'à la libération de l'île, le 4 octobre 1943. Le général de Gaulle saluera lui-même ces résistants, affirmant qu'ils ont voulu être « *eux-mêmes des vainqueurs* ».

Albert Stefanini, lui, sera élevé au grade de lieutenant FFI, décoré de la médaille de la Résistance et de la croix de guerre. Après la guerre, c'est un autre parcours qui l'attend. Celui d'un dirigeant communiste, puisqu'il succède à Raoul Benigni à la tête de la fédération du PCF. Il siégera aussi à l'Assemblée de Corse et au conseil municipal de Bastia, dont il sera élu adjoint au maire. Un espace d'éducation populaire de Bastia a été baptisé au nom d'Albert Stefanini, décédé le 31 août 1999.

DIEGO CHAUVET

Demain : Odile de Vasselot de Régné. Retrouvez les épisodes précédents sur **www.humanite.fr**